



Récit de la manif du 17/03

Mardi 15 nous avons réalisé un tract [voir p.2] suite à l'appel national des étudiants et lycéens à manifester contre la loi travail. Nous l'avons diffusé le soir même à Monteil à la sortie des cours en espérant mobiliser quelques personnes. Les gens étaient chauds, on parlait des mesures les plus débiles et les plus dangereuses de la loi El-Khomri. On s'est donné rendez-vous à 8h devant le lycée et on devait rejoindre la manifestation prévu à 9h30 Place d'Armes.

Jeudi matin on a un peu halluciné de voir qu'il y avait entre 300 et 400 personnes devant Monteil qui voulaient manifester. Seulement le bahut est un peu grand et il y a de nombreuses entrées, c'est difficile d'organiser un blocage. On décide d'aller le plus vite possible à Foch pour aller aider les autres. Sur le chemin quand on se retourne c'est impressionnant de voir tout le monde. Ça siffle, ça gueule, ça bloque les bagnoles, y'a une bonne ambiance et c'est sympa.

On déboule à Foch par l'avenue Victor Hugo. C'est à peine 8h15. Le portail est bloqué par un sit-in et y'a pas mal de monde autour, mais pas de blocage effectif. Ça circule par la porte d'entrée. La CGT déballe la sono et un jeune de Foch prend la parole pour résumer le pourquoi du rassemblement.

Il pleut déjà et il ne fait pas très chaud, du coup on part en manif' dès 8h30 au lieu de 9h30. On est un bon millier, on sait déjà que la mobilisation est réussie. Le cortège est animé et la pluie n'a refroidi personne. On arrive devant la cathédrale et on s'y plante comme des piquets. On se fait un peu chier et on a pas envie d'attendre 9h30 sous la pluie sans rien faire, du coup avec quelques gars de Monteil on décide de faire bouger tout ça et d'aller à la préfecture. Les gens semblent d'accord et suivent le mouvement, malgré les tentatives des militants du NPA pour tenir tout le monde sur la place comme ils avaient prévu.

Premier tour, on passe devant la préfecture, on marque une pause puis la manif' est redirigée vers la Place d'Armes. Une fois arrivés, même cirque: on s'emmerde et on a froid. Du coup on gueule pour descendre la rue Béteille et passer devant les lycées Querbes et Monteil. Une fois de plus ça fait consensus (sauf chez les organisateurs) et tout le monde se dirige vers la rue Béteille. Querbes est fermé et on passera pas directement devant Monteil. On remonte St Cyrice et on se dirige

Sommaire:

- Récit de la manif du 17/03 p.1
- Fête de quartier p.1
- Souriez, vous êtes filmés p.2
- De la servitude p.2
- 60 ans de lutte ça se fête p.3
- Question à une bénévoles du Planning Familial p.3
- L'ALR chez les Roquets Rouges, 49-3, L'extrême droite de sortie p.4

vers François d'Estaing. On s'arrête et on gueule pour qu'ils descendent. C'est marrant, la foule alterne entre les invitations à descendre, les sifflets et les "fils de bourges!". On doit attendre parce que la CGT doit ramener son camion sono, mais ça nous gonfle et on continue notre tour de ville. On les croiera plus bas. On passe devant le palais de justice et on continue direction Foch. Finalement l'avenue Victor Hugo est bloquée par les flics et la manif repart Place d'Armes. Mais cette fois on s'arrête pas et on retourne à la préfecture comme c'était prévu par les organisateurs. Dans les rues on a droit aux fumigènes et aux pétards. Une fois sur place le décors est planté: sono, musique habituelle et discours. On attend. Derrière y'a un gamin d'une quinzaine d'années qui se fait chopper par un flic en civil parce qu'il aurait balancé un pétard. On va voir ce qu'il se passe. Il prend son nom et lui file une convocation au commissariat. D'autres types se font interpellé pour des histoires de pétards. C'est con, mais visiblement les flics s'ennuient.

On finit par retourner Place d'Armes où la manif commencera à s'essouffler. On se barre vers 10h45.

Un apprenti

Fête de quartier

Le samedi 28 mai l'association du quartier des Embergues organisera la 3eme édition des Floréales. « L'objectif de cette journée est de faire découvrir le quartier des Embergues, un des plus anciens de Rodez, dans un contexte festif et fleuri.

A cette occasion, l'ensemble du quartier (rue de Bonald, rue de l'Embergue...) sera exclusivement piéton afin d'assurer la sécurité des plus petits et vous profiterez d'interventions artistiques (contes,

concerts,...) dans votre quartier. »

Le local du journal étant situé au 22 rue Bonald nous participerons à l'évènement pour animer le quartier et faire plus ample connaissance avec notre voisinage. Et ce sera pour vous une occasion de plus pour venir nous rencontrer.

CONTRE LA LOI TRAVAIL

Nous appelons les lycéens et apprentis de Monteil à faire grève contre cette loi injuste:

- licenciements possibles sans difficultés économiques
- heures supplémentaires baissées à 10% par accord
- baisses de salaires et hausse du temps de travail possible par accord, etc.
- Après un accord, un salarié qui refuse un changement dans son contrat de travail peut être licencié pour "cause réelle et sérieuse"
- etc...

MANIFESTONS JEUDI 17 MARS:

A 8H DEVANT LE LYCÉE MONTEIL ET

À 9H30 PLACE D'ARME

AVEC LES LYCÉENS DE FOCH!

A NOUS DE NOUS ORGANISER POUR DÉFENDRE NOTRE AVENIR. PERSONNE NE LE FERA À NOTRE PLACE !

Des apprentis et lycéens en colère

Tract de lycéens et apprentis de Monteil

Souriez, vous êtes filmés

« Nous mettrons en place un système de vidéoprotection comme à Villefranche-de-Rouergue et Espalion ». Cette promesse était celle du Rassemblement pour Rodez, liste divers extrême-droite, lors des dernières municipales. Ce sera finalement notre maire PS qui la tiendra dans l'honorable but de préserver Rodez (nouvelle capitale du crime) des « dégradations » et des accidents de la route. Car oui, les caméras servent également « à la prévention routière ». Nous en verrons donc plus d'une trentaine s'ajouter à celles déjà existantes. Ces nouvelles implantations concernent entre autre l'avenue Victor Hugo, le jardin du Foirail, le boulevard du 122eme, la Place d'Armes et le centre ville.

Coût estimé de l'installation: 300 000€ Autant d'argent qu'on ne s'embêtera pas à investir plus intelligemment.

De la servitude

Sans attendre les réactions ou mots d'ordre de leur syndicat ou organisation politique, des citoyens, des militants et des lycéens se sont élevés contre le projet de loi sur le travail via les réseaux sociaux : une pétition puis un appel à la grève générale pour le 9 mars. En réponse à cet élan, les uns et les autres s'organisent sur le terrain: des assemblées générales, des réunions, des appels locaux à manifestation et blocus se planifient partout sur le territoire de façon quasi spontanée et autogérée, alors que les syndicats et partis politiques peinent encore à se positionner clairement au niveau national en matière d'action. Salariés, lycéens, retraités, syndiqués ou non, militants ou non, se mobilisent contre la loi El Khomri. Bref la rue se réveille ! Avec elle, n'attendons pas les directions syndicales pour lutter ! Car comment rester passif face à cette proposition de loi qui érige ouvertement en norme la servitude au travail !

Servitude du salarié à la vie de l'entreprise, qu'importe sa vie personnelle et familiale: augmentation de la durée du temps de travail quotidien, augmentation du temps de travail hebdomadaire, temps d'astreinte décompté des temps de repos, dispositif « forfaits-jours » étendu, facilitation des licenciements en cas de transfert d'entreprise, repos obligatoire de 11h fractionnable.

Servitude du salarié aux accords collectifs d'entreprise: durée du congé en cas de décès d'un proche plus garanti par la loi, heures supplémentaires majorées jusqu'à 5 fois moins par accord collectif, plus de minimum de dommages et intérêts en cas de licenciement abusif, baisse des salaires et changement du temps de travail par accord d'entreprise, mesures imposées par référendum contre l'avis de 70% des syndicats et licenciement personnel en cas de refus du salarié de modifier son temps ou sa durée de travail, plafonnement à 15 mois de salaire pour indemnité de licenciement abusif pour des salariés de plus de 15 ans d'ancienneté.

Ce qui effraie les citoyens, c'est bien cette servitude demandée au salarié pour préserver son emploi, ce sacrifice de sa vie personnelle, familiale et sociale au profit de celle de l'entreprise avec la menace sans cesse brandie du licenciement en cas de refus de se soumettre aux impératifs économiques. C'est bien à cette servitude que nous avons dit non le mercredi 9 mars et encore tant d'autres jours de manifestation et de grève générale qui ont suivi.

60 ans de lutte ça se fête !

Le planning familial fête cette année ses 60 ans. 60 ans d'existence, dont 20 ans de clandestinité. Le planning c'est d'abord un groupe de femmes médecins en lutte pour que d'autres femmes puissent librement choisir la maternité, avorter et accéder à la contraception.

Sous Pétain, l'avortement est un crime contre l'État français passible de la peine de mort : Le 30 juillet 1943, c'est Marie Louise Giraud qu'on guillotine pour avoir pratiqué l'avortement, Désiré Pioge le 22 octobre 1943 !

Alors qu'aux États Unis, l'avortement thérapeutique et la contraception sont autorisés par la loi dès 1955, en France, en 1956, des militantes fondent « la Maternité heureuse » (qui deviendra 4 ans plus tard le Mouvement Français pour le Planning Familial) pour que les femmes puissent accéder à l'avortement. S'en suivent 19 ans de lutte pour que la loi française autorise en 1975 l'interruption volontaire de grossesse (loi Veil).

Le droit à l'avortement n'est pas l'unique combat du planning, le libre accès à la contraception a été aussi l'objet d'un long et difficile combat. La pilule anticonceptionnelle est mise au point aux États Unis dès 1955. Pourtant en France, les importations de ce produit sont interdites et les femmes françaises n'ont accès à la contraception que de façon clandestine. Entre 1961 et 1967, des centres de planning familial sont clandestinement ouverts. Au siège national du Mouvement Français pour le Planning familial, dans les cuisines, des prostituées recrutées pour l'occasion font la démonstration de pose de diaphragme. On achemine illicitement des produits contraceptifs des États Unis. Ce n'est qu'en 1972, après de nombreux freins de l'administration, qu'on délivre enfin sur ordonnance et avec autorisation parentale pour les moins de 21 ans, des produits contraceptifs en France, soit 17 ans après leur mise au point aux États Unis.

Les femmes ont durement lutté pour leur droit à disposer librement de leur corps et faire de la maternité un choix. Le Planning Familial a été un fer de lance dans cette lutte et nous le saluons aujourd'hui pour son combat, ainsi que ses bénévoles qui sur le terrain continuent à se battre pour davantage d'égalité et de justice entre hommes et femmes.

Contacter le planning familial

Le planning familial effectue des permanences tous les mercredis de 15h à 18h30 à l'Espace Burloup av. de L'Europe à Rodez.

Pour le joindre par téléphone: 05 65 68 46 30

Par mail: planningfamilialrodez@yahoo.fr

Question à une bénévole au Planning Familial : pourquoi être une militante féministe aujourd'hui ?

Réponse d'Amanda, bénévole au Planning Familial AD12:

J'ai grandi dans les années 80 et 90, et on nous a toujours dit que les filles et les garçons étaient égaux. Pourtant c'est inexact encore aujourd'hui ! Parce que je suis une femme, je n'ai pas eu les mêmes libertés (sexuelles, vestimentaires, sociales...) ni les mêmes opportunités (scolaires, professionnelles...) que les hommes avec qui j'ai grandi. Comment oser appeler ça l'égalité? C'est une illusion de croire que les féministes ont remporté tous les combats pour l'égalité entre les hommes et les femmes pendant les années 60 et 70 - en France ou aux USA. Des avancées importantes ont été faites, et c'est grâce aux mouvements féministes. Mais ça ne reste que des avancées. Chaque jour on voit, on entend, ou on ressent les effets d'une société qui traite les femmes de façon totalement inégale.

La réalité c'est que : les lois avancent petit à petit et sont souvent mal appliquées. Les mœurs évoluent trop lentement. Et le fait qu'on nous lève les yeux au ciel quand on parle des inégalités qui infériorisent la moitié de la population, est entièrement inacceptable.

Ici en France, le dernier remaniement ministériel montre bien l'impact que peut avoir le sexisme ordinaire. (Le sexisme ordinaire c'est les mots, les gestes, les comportements qui renforcent l'idée d'une inégalité naturelle entre les sexes). Mettre sous un même Ministère « la famille, l'enfance et les droits des femmes » en 2016 suscite de sérieuses préoccupations. Les femmes restent enfermées dans le rôle stéréotypé qui leur est assigné depuis des siècles. C'est celui d'épouse et de mère. Le mouvement féministe n'est pas un courant uni, et le Planning Familial n'est qu'une association parmi plusieurs en France. Il y a des convergences de luttes et de philosophies entre les divers groupes et collectifs féministes, ainsi que des désaccords profonds. Mais le fil rouge c'est : l'égalité. Toute personne qui croit dans l'égalité entre les hommes, les femmes et de toute personne transidentitaire, est féministe. Car, si le mot commence par 'fém...' ce n'est que pour mettre les femmes devant les autres. C'est pour ne pas avoir peur de parler de la force que peuvent avoir les femmes, de casser la mythe d'une femme fragile, et d'unifier le mouvement sous un titre fédérateur et valorisant. Un militantisme incessant a été, et est toujours, nécessaire ici en France et ailleurs.

« La femme n'est victime d'aucune mystérieuse fatalité : il ne faut pas conclure que ses ovaires la condamnent à vivre éternellement à genoux. » - Simone de Beauvoir

L'ALR chez les Roquets Rouges

L'équipe des Roquets Rouges a invité l'Action Libertaire Ruthénoise pour participer à l'une de leurs émissions qui sont diffusées tous les 15 jours, le mardi à 20h et le dimanche à 15h. Nous avons naturellement accepté et vous pourrez écouter le résultat sur le site internet de CFM ou à la radio sur 107.9 à Rodez le mardi 17 mai.

49-3

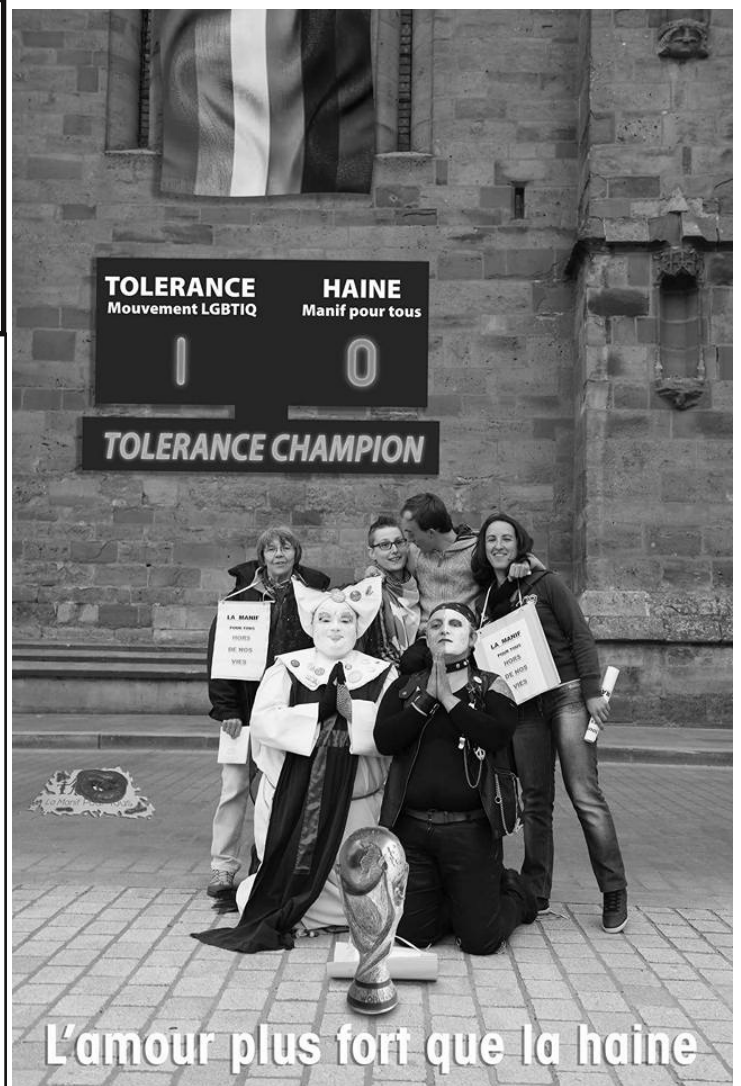
Le moins qu'on puisse dire c'est que le recours au 49-3 du gouvernement a fait couler beaucoup d'encre. On hurle depuis quelques jours à un non respect de la démocratie, à l'instauration d'une dictature. Les comparaisons fantasmagoriques avec divers régimes fascistes ne manquent pas sur la toile. Mais que dit cet article de la constitution de 1958?

« Le premier ministre peut, après délibération du conseil des ministres, engager la responsabilité du gouvernement devant l'Assemblée nationale sur le vote d'un projet de loi de finances ou de financement de la Sécurité sociale. Dans ce cas, ce projet est considéré comme adopté, sauf si une motion de censure, déposée dans les vingt-quatre heures qui suivent, est votée dans les conditions prévues à l'alinéa précédent. Le premier ministre peut, en outre, recourir à cette procédure pour un autre projet ou une proposition de loi par session. »

Alors quoi, le 49-3 n'est pas démocratique? Et bien si. Ce n'est qu'un des nombreux outils légaux dont dispose le gouvernement pour imposer sa politique malgré l'avis des électeurs. Il est même l'expression la plus fidèle de ce qu'est la démocratie représentative. Nous déléguons notre pouvoir politique à certains qui peuvent en user et en abuser comme bon leur semble, sans tenir compte des promesses faites et de l'avis de la population. Quel "dénier de démocratie" y a-t-il quand un gouvernement utilise le 49-3, quand un président refuse de prendre en compte le résultat d'un référendum, quand un politicien ne tient pas ses promesses? C'est ça la « démocratie » représentative. C'est ce système que vous cautionnez quand vous votez, même blanc. Alors non, ce ne sont ni Hollande, ni Valls, ni le PS qui fomentent un coup d'État. Ce sont les règles du jeu auquel trop de gens participent encore. Tant que nous abandonnerons notre souveraineté politique à la classe politique il y aura des Valls, Hollandes, Sarkozy... Ceux qui crient au fascisme et au coup d'État ne font qu'une chose: ils masquent le fait que le problème ne vient pas de tel ou tel gouvernement, mais de la structure même de notre système, du principe même de la représentativité.

Nous contacter: refractaire-journal@riseup.net

Imprimé par nos soins. Ne pas jeter sur la voie publique.



L'amour plus fort que la haine

L'extrême-droite de sortie

Le mardi 10 mai les homophobes de la Manif Pour Tous se sont réunis Place d'Armes à Rodez pour manifester contre la GPA (gestation pour autrui) « à l'occasion de la journée de l'abolition de l'esclavage »... L'heure du rendez vous était fixée à deux heures différentes selon la source. D'après le site national de la Manif Pour Tous on appelait à un « flashmob » à Rodez à 19h30. Sur la page facebook de la Manif Pour Tous 12 on appelait à rassemblement à 17h. C'est finalement à 19h30 qu'une vingtaine d'individus se plantent place d'Arme armés de drapeaux rose et bleu. Ils ont été chaleureusement accueillis par presque autant de contre manifestants, parmi lesquels des militants de l'ALR et les Soeurs de la Perpétuelle Indulgence (voir photo ci dessus) qui nous ont gratifiés d'un « Gloria » revisité et perverti. Elles auront même réussi à faire chanter les manifestants anti-GPA qui préfèrent et connaissent par cœur la version d'origine.

Rappel: Nous faisons une permanence tous les 1ers samedis du mois à notre local, au 22 rue Bonald, de 11h à 13h.